

# Jour J pour neuf nouveaux présidents de région

Les présidents des nouveaux conseils régionaux de cinq régions métropolitaines et de quatre régions et territoires d'outremer seront élus aujourd'hui. Avec quelques têtes d'affiche pour cette intronisation sans suspense, comme Valérie Pécresse en Ile-de-France, Christian Estrosi en Paca ou Jean-Yves Le Drian en Bretagne.

Conséquence de la réforme territoriale adoptée en juillet, seuls les présidents des régions dont les limites géographiques n'ont pas été modifiées (1) sont élus dans la semaine qui suit le scrutin, comme c'est habituellement le cas. En Corse, le nationaliste Gilles Simeoni a même été élu dès hier après-midi à la tête du nouvel exécutif de la Collectivité territoriale (*lire ci-dessous*). Dans les sept régions fusionnées lors du redécoupage (2), l'élection aura lieu le 4 janvier, car les nouvelles grandes régions ne verront officiellement le jour que le 1<sup>er</sup> janvier.

## Des territoires de cinq millions de personnes

Outre le président de région, les conseillers régionaux doivent élire les vice-présidents et les autres membres de la commission

permanente, qui constitue l'exécutif régional.

À la tête de vastes territoires aux compétences renforcées qui rassemblent en moyenne cinq à six millions de personnes, les futurs patrons des régions pèseront d'un poids nouveau, notamment face au gouvernement.

La plupart ont affirmé, comme Xavier Bertrand en Nord-Pas-de-Calais - Picardie, qu'ils se consacreront « *pleinement à la région* ». Plusieurs se sont engagés à démissionner de leur mandat parlementaire - Valérie Pécresse (LR), Christian Estrosi (LR), Hervé Morin (UDI)... - ou à mettre leurs ambitions nationales entre parenthèses. D'autres, comme Laurent Wauquiez (LR), promu n°2 des Républicains après sa victoire en Auvergne - Rhône-Alpes, l'ex-ministre Carole Delga (PS), Bruno Retailleau (LR) devraient continuer de siéger au Parlement. Et Jean-Yves Le Drian (PS) restera ministre de la Défense.

1. Bretagne, Centre - Val-de-Loire, Île-de-France, Pays-de-la-Loire, Paca, Corse et les quatre territoires ultramarins.

2. Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine, Aquitaine - Poitou-Charentes - Limousin, Auvergne - Rhône-Alpes, Bourgogne - Franche-Comté, Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais - Picardie, Normandie.



Le chef de l'État a rendu hommage hier au nouveau président de Nord-Pas-de-Calais - Picardie. (Photo AFP)

## François Hollande salue Xavier Bertrand

François Hollande a lancé hier un appel « à la concorde » nationale lors d'une visite hautement symbolique dans le Nord-Pas-de-Calais au côté de Xavier Bertrand (Les Républicains). Le président de la République a profité de l'inauguration, à Neuville-Saint-Vaast (Pas-de-Calais), d'un monument célébrant les fraternisations pendant la Première Guerre mondiale, pour délivrer ce message d'union. En présence du président du Sénat, Gérard Larcher (LR), et de nombreux élus de la majorité comme de l'opposition, François Hollande a rendu à la fois hommage au président socialiste sortant de la région, Daniel Percheron, et à son successeur, ex-ministre de Nicolas Sarkozy.

## Le nationaliste Gilles Simeoni élu dès hier

Gilles Simeoni a été élu hier à Ajaccio président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Corse.

Le nationaliste modéré, 48 ans, a été élu par les 24 voix nationalistes sur 51. La gauche a obtenu 12 voix, la droite (11 élus) s'est abstenue et les 4 élus Front national ont voté blanc. Un tonnerre d'applaudissements a accueilli l'annonce de l'élection par le nouveau président



Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni. (Photo AFP)

de l'Assemblée de Corse, l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni. Des dizaines de natio-

nalistes massés dans les tribunes ont scandé *Liberta* en agitant des drapeaux corses à tête de Maure.

Dès son élection, deux heures auparavant (1), Jean-Guy Talamoni a par ailleurs réclamé la libération de 25 prisonniers condamnés notamment pour des attentats. « *En votant pour les nationalistes, le peuple corse a dit que la Corse n'était pas un morceau d'un autre pays mais une na-*

*tion, avec sa langue, sa culture, sa tradition politique, sa manière d'être au monde* », a-t-il mentionné durant son discours de neuf minutes, prononcé intégralement en corse. « *Demain, nous obtenons l'annistie des prisonniers et des recherchés [...] et personne ne pourra s'opposer à cette volonté populaire.* »

1. C'est la première fois, depuis la création de cette Assemblée en 1982, qu'un nationaliste occupe cette fonction.

## Le projet de budget 2016 adopté

Le marathon budgétaire, qui s'est achevé hier au Parlement, a vu comme d'habitude une série de zigzags et de bras de fer entre majorité et gouvernement. Après les ultimes navettes avec le Sénat (majoritairement à droite), le budget 2016 et le budget rectificatif 2015 (2) ont été votés définitivement, à main levée, dans une Assemblée dégarnie mais qui avait le dernier mot. Conclusion de 248 heures de débats dans l'hémicycle du Palais Bourbon sur plus de 3600 amendements, dont 1005 adoptés. Le projet de budget 2016 comprend la

mesure phare de baisse de l'impôt sur le revenu de plus de deux milliards d'euros pour huit millions de foyers modestes, mais aussi 8,6 milliards d'économies (le reste relevant du budget de la Sécurité sociale) ou la poursuite du « pacte de responsabilité » avec les entreprises.

Y a aussi été ajoutée, à la suite des annonces de François Hollande au Congrès de Versailles, une série de mesures en matière de sécurité, notamment pour augmenter les effectifs des forces de l'ordre, de la défense ou de la justice.

Ce dernier budget de plein exercice du quinquennat de François Hollande, construit sur une hypothèse de croissance de 1,5 %, est enfin marqué par des gestes pour intégrer plusieurs doléances de la majorité (sur les impôts locaux des retraités, la dotation globale de fonctionnement pour les collectivités, la CSG...).

1. Sorte de « voiture balai », le budget rectificatif 2015 prévoit 6,3 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour financer autant de dépenses en partie militaires (opérations extérieures) et sociales (notamment des emplois aidés).